

# Les affaires extérieures au Parlement

## M. Macmillan à Ottawa

*Pour se conformer à une demande qui lui avait été faite de donner un bref résumé de ses entretiens avec M. Macmillan lors de la récente visite à Ottawa du premier ministre du Royaume-Uni, le premier ministre, M. Diefenbaker, a fait la déclaration suivante à la Chambre des communes le 13 avril:*

... Bien que je ne me sente pas libre de révéler la teneur des entretiens confidentiels que j'ai eus avec M. Macmillan, au cours de sa visite, il n'est peut-être pas sans intérêt que j'indique en gros les sujets qui ont été traités.

L'un des plus importants a été celui des relations du Royaume-Uni avec l'Europe. C'est là une question primordiale, non seulement pour le Royaume-Uni et les pays d'Europe, mais aussi pour le Canada et, en fait, pour tout le monde occidental. Et ce n'est pas une question à envisager sous le seul angle économique; il faut y voir une vaste évolution très importante où il faut peser soigneusement les considérations immédiates et les considérations lointaines, les facteurs politiques et les facteurs économiques. En examinant la question de ses relations avec l'Europe, le Gouvernement du Royaume-Uni est loin de négliger ces importantes considérations.

Il a été question de l'idée d'une communauté atlantique. Ainsi que je l'ai déclaré hier, l'expansion et l'épanouissement des relations entre les groupements européens et les groupements des autres parties du globe prendront beaucoup de temps. Il convient de se rappeler, toutefois, que la Communauté atlantique existe en quelque sorte, non pas comme institution, mais sous forme d'association morale et de collaboration diverse dans les domaines militaire, politique et économique; il est donc naturellement souhaitable, sinon obligatoire, pour affermir la puissance, la stabilité et la compréhension collectives du monde occidental, d'étendre et d'intensifier cette collaboration dans la mesure du possible.

J'en ai profité pour signaler de nouveau l'inquiétude du Gouvernement canadien au sujet des ententes que le Royaume-Uni pourrait conclure avec les pays du Marché commun, tout en tenant pleinement compte des intérêts commerciaux du Canada. J'ai bien précisé que la chose s'impose surtout dans le domaine des produits agricoles, où le Canada a un intérêt marqué et à l'égard duquel le traité du Marché commun n'a pas encore mené à des accords commerciaux précis. Le premier ministre du Royaume-Uni m'a donné l'impression bien nette que le Gouvernement de son pays entend chercher par tous les moyens une formule satisfaisante lui permettant de participer à l'organisation économique de l'Europe, sans nuire aux intérêts du Canada et du Commonwealth. Des entretiens auront lieu périodiquement à ce sujet et j'espère que, grâce à des consultations suivies, on en arrivera à des accords conformes aux désirs du Canada.